

IL EST À L'ORIGINE DU PROJET DE CONSTITUTION EN ÉGYPTTE

Le vrai visage de Mohamed Morsi

Retournement de l'histoire : l'association des Frères musulmans fondée en 1928 par Hassan El-Banna et Sayyid Qotb en Egypte accède au pouvoir en 2012.

Rebelle contre tous les types de régimes, cette formation a combattu tous les pouvoirs qui se sont succédé depuis sa création, la monarchie égyptienne autant que la démocratie nassérienne progressiste ou le centralisme de Sadate et de Moubarak. Elle a fait assassiner le Premier ministre égyptien du roi en décembre 1948, comploté contre Djamel Abdel Nasser, car le socialisme, le communisme et les régimes laïques, baathistes et modernistes sont ses principaux ennemis. En 1954, le raïs égyptien a dissous la formation avant d'être amené à emprisonner près de 20 000 de ses militants, dont le leader actuel d'Al-Qaïda, Ayman al-Zawahiri.

Dans les années 1960, les Frères musulmans trouveront en Arabie saoudite un tremplin pour leur discours : les frères Mohamed Qotb et Sayyid Qotb ainsi qu'Abdullah Azzam, le chef des Afghans-arabes et maître à penser de Ben Laden, enseigneront au

se met au costume-cravate sans jurer de renoncer à l'application «intégrale» de la Charia, le fonds de commerce qui justifie leur existence. Comme ils ne renient pas le slogan d'islamisme qu'ils disent soluble dans la démocratie. En 1996, les Frères musulmans égyptiens créent un nouveau parti politique, Al Wasat, qui ne sera agréé que le 19 février 2011 et qui se dit respectueux des principes de la démocratie libérale. Quant au Parti de la liberté et de la justice (PLJ) du président Mohamed Morsi, il est agréé le 30 avril 2011 et dit se conformer au respect la Constitution du pays et des règles démocratiques de l'alternance. Les Frères musulmans sont comme une cellule : elle se divise et se subdivise pour terrasser un corps sain.

Aux élections législatives de 2011-2012, le parti PLJ a remporté 49 % des suffrages. En février 2011, il annonce qu'il ne présentera pas de candidat à l'élection pré-



Photo : DR

véritable programme, ils se contentent de suivre le vent des idéologies libérales dominantes, prêts à faire toutes les concessions sur le dos des travailleurs et de leur pays.

Les Frères musulmans égyptiens se posent toujours en victimes du pouvoir et omettent de dire qu'entre 2005 et 2010, ils disposaient de 88 députés (sur 454) à l'Assemblée du peuple où ils figuraient en tant qu'indépendants ou sous l'étiquette d'autres formations politiques. Ces députés ont ainsi voté contre l'augmentation du salaire minimum, pour la reconduction de Fathi Sorour (l'un des hauts responsables du régime) au perchoir de l'Assemblée du peuple et applaudi le dernier discours du président Hosni Moubarak au Parlement, ce qui ne leur a pas interdit de le huer lorsque la Place Tahrir a scandé «Dégage !» Leur opportunisme leur a permis de gagner la mise et de détourner le «Printemps égyptien» à leur avantage, comme le firent leurs confrères tunisiens.

Al'image de leurs pairs du MSP algérien, les nouveaux Frères égyptiens sont habillés en costume-cravate et leur barbe n'est pas hirsute. Beaucoup d'entre eux sont issus des hautes écoles, généralement de droit, et parlent des langues étrangères, ce qui a rendu plus crédible leur discours lénifiant. Mais aujourd'hui, beaucoup de ceux qui leur ont donné leurs voix les suspectent de ruse et de duplicité d'autant que leurs déclarations de principe n'ont encore rien laissé filtrer de leur programme politique, économique et

facilité déconcertante en a laissé plus d'un pantois. Or, l'armée et le CSFA étaient les seuls garants d'une Constitution digne du changement qu'elle avait d'ailleurs soutenu et rendu possible, sinon créé. Le CSFA ne voulait pas laisser à

Les Frères musulmans égyptiens se posent toujours en victimes du pouvoir et omettent de dire qu'entre 2005 et 2010, ils disposaient de 88 députés (sur 454) à l'Assemblée du peuple où ils figuraient en tant qu'indépendants ou sous l'étiquette d'autres formations politiques.

Morsi les mains libres et avait invalidé le Parlement dominé par les islamistes dans l'espoir que le prochain suffrage serait remporté par les forces modernistes. L'antimilitarisme primaire des démocrates a autorisé le déroulement d'un autre scénario, qui s'est joué après les mystérieux attentats du Sinaï qui ont permis à Morsi de faire son premier putsch contre l'armée avant de tenter le coup de force contre la Constitution. Les démocrates paient aujourd'hui pour leur méfiance envers l'armée.

Dans sa première allocution en tant que président, Morsi avait promis d'être «le président de tous les Egyptiens» mais il fera sa seconde allocution au siège des Frères musulmans, montrant sa préférence pour la confrérie par rapport aux autres citoyens égyptiens. Son projet de Constitution est conforme avec les idées conservatrices qu'il défendait durant la clandestinité, comme la création au sein de l'Etat d'un conseil de religieux chargé d'examiner la conformité des lois à la Charia ! Une fois élu, Morsi s'est trouvé devant un dilemme : suivre la ligne de son parti et se trouver confronté à

turc, Abdullah Gül, est détenteur d'un doctorat en sciences économiques avec une longue expérience professionnelle, tandis que son Premier ministre, Tayyip Erdogan, est diplômé en sciences économiques et commerciales. De par leurs diplômes et les postes qu'ils ont exercés, ces deux personnalités ont pu assurer une forte croissance à leur pays, sans trop promettre comme l'a fait Morsi qui a même assuré de régler en cent jours les problèmes d'embouteillage sans étude préalable ! Jusqu'à ce jour, les Egyptiens ignorent ce que leur réserve le programme économique de Morsi, à part le fait qu'il soit prêt à faire toutes les concessions au FMI ou à la Banque mondiale : réformes structurelles, levée des subventions aux produits de base... C'est d'ailleurs sur cette conditionnalité que le FMI vient d'octroyer un prêt de 4,8 milliards de dollars à l'Egypte, qui va devoir encore serrer la ceinture dès l'hiver prochain alors qu'elle espérait la relâcher. Il y a une dizaine de jours, Morsi a annoncé ces augmentations qui se sont aussitôt répercutées sur le marché, puis il les a annulées quelques jours plus tard, créant une véritable anarchie chez les commerçants. A la veille des élections, les islamistes n'avaient pas décidé s'ils allaient autoriser ou pas certains festivals, la musique, la danse... Quatre-vingt années durant, ils ont activé pour prendre le pouvoir en faisant des prêches, avec comme références les livres de chevet des Sayyid Qotb et Hassan Al-Banna. La mouture de Constitution de Morsi trahit une même inconsistance et la même improvisation sur les plans économique, social, culturel... D'où les dégâts de la discorde actuelle.

A. E. T.

Or, remporter des élections est une chose, gouverner en est une autre. Islamiste ou pas, il ne suffit pas d'avoir un Ph.D en engineering pour diriger un pays, a fortiori l'Egypte, et le mener sur le chemin de la paix sociale et vers la réussite économique. Morsi n'a pas la flamme d'un tribun ni l'étoffe des gourous qui chauffaient les fanatiques dans les stades algériens

sein de l'Université islamique de Médine ou à l'Université du roi Abdallah à Djeddah, qui deviendront des vecteurs de propagation de la doctrine «ikhwaniste» et wahhabite, ces deux faces d'une même médaille. L'aide saoudienne leur permet de s'étendre dans d'autres pays et de donner du fil à retordre aux Etats-Nations et démocraties naissants, puis de tuer Sadate en 1981 alors qu'il avait fait des concessions et les avait utilisés contre les communistes. Beaucoup oublient que la trahison est leur marque de fabrique... A un court moment de leur histoire, en 1936, ils ont participé à la résistance en Palestine et combattu le mouvement sioniste mais ils ne tarderont pas à devenir les alliés objectifs des USA et de la CIA qui ont commencé à les instrumentaliser dès 1953, date de la rencontre de Talcott Seelye, diplomate américain en poste en Jordanie, avec Saïd Ramadane, numéro deux de la confrérie.

Le régime laïque d'Hosni Moubarak les a acculés dans l'illégalité, alors ils retrouvent dans la clandestinité leur meilleur terrain : ils investissent des syndicats et les associations caritatives et éducatives pour camoufler leur prosélytisme. Dans les années 1990, ils acceptent la main tendue de Moubarak et se disent publiquement respectueux de «l'indispensable démocratie» dans trois manifestes où ils reconnaissent les droits des minorités, notamment ceux de leurs «frères et compatriotes coptes» ainsi que «le statut de la femme». Mais nul ne peut jurer de la sincérité de ce reniement doctrinal d'un islamisme qui

sidentielle. En vérité, il avait promis à Al-Baradaï, un islamiste non déclaré, de le soutenir en tant que candidat à la présidentielle, puis il le laisse tomber au profit du général Sami Anan, qu'il laissera également tomber... Le PLJ change d'avis et décide de présenter un premier puis un deuxième candidat qui deviendra président de la République, avec 51,7 % des voix, face à Ahmed Chafiq, un ancien du régime Moubarak auquel les modernistes et des libéraux ont préféré un islamiste ! Une fois élu, Morsi promet que son gouvernement sera ouvert aux diverses composantes politiques égyptiennes.

Or, selon l'ancien théoricien des Frères musulmans, Tharout Al-Kharbaoui, tous les ministres placés par Morsi seraient de près ou de loin des islamistes. Le président n'aurait intégré dans son gouvernement que des proches de la sensibilité «frériste», contrairement à ce qu'a fait Ennahda en Tunisie. Quant au riche Khairat Chater, le numéro deux des ikhwane, il serait à l'origine de nombre de décisions d'un président issu d'un parti dont les militants sont habitués à l'obéissance plus qu'à l'imagination. On ne sait donc ce qui trotte dans sa tête ni à la tête d'une confrérie dont les membres et les militants se révèlent si imprévisibles et versatiles dans la légalité comme dans la clandestinité. Sans

social, sans parler du domaine culturel. L'opposition a applaudi lorsque Morsi a mis fin aux fonctions du Conseil suprême des forces armées (CSFA) qui dirigeait le pays depuis la chute d'Hosni Moubarak en février 2011. A peine six semaines après son entrée en fonction, il a réussi à limoger le maréchal Hussein Tantaoui et le chef d'état-major Sami Anan. Cette

l'opposition séculière et démocratique, ou bien prendre exemple sur Ghannouchi qui en donnant la présidence à Marzouki a su amadouer l'opposition mais suscité la colère dans ses propres rangs, comme l'ont montré les dépassements violents des islamistes tunisiens. Morsi a préféré parier sur les siens, et le voilà dans l'embaras.